



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Arrêté du 29 JUL. 2022

portant prescriptions complémentaires relatives à la modification des conditions d'exploitation de la carrière exploitée par la société F.C.H. sur la commune d'YVILLE-SUR-SEINE aux lieux-dits « La Corne du Cerf » et « Triage de l'Essart »

Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de l'Ordre de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'Ordre National du Mérite,

- Vu le Code de l'environnement, notamment son livre V,
- Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 1er avril 2019 portant nomination de M. Pierre-André DURAND, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu le décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu l'arrêté ministériel 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 22-040 du 22 juillet 2022 portant délégation de signature à Madame Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 27 août 2014 approuvant le schéma départemental des carrières de Seine-Maritime ;
- Vu les actes antérieurs et notamment l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2020 autorisant la société F.C.H. à exploiter une carrière ainsi qu'une station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes sur le territoire de la commune d'YVILLE-SUR-SEINE aux lieux-dits « La Corne du Cerf » et « Triage de l'Essart », et portant prescriptions relatives à l'acceptation des terres de chantiers pour le remblayage de la carrière ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées suite à la visite de la carrière le 8 juillet 2021 ;
- Vu la demande transmise le 1^{er} mars 2022 par laquelle la société F.C.H. sollicite la révision du phasage d'exploitation suivi pour le remblayage de la carrière ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 30 juin 2022 ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant en date du 11 juillet 2022 ;
- Vu l'absence d'observation de la part du demandeur sur ce projet ;

CONSIDÉRANT

que la société F.C.H. exploite régulièrement une carrière située sur la commune d'YVILLE-SUR-SEINE aux lieux-dits « La Corne du Cerf » et « Triage de l'Essart » ;

que l'inspection a constaté, lors de la visite du 8 juillet 2021, que les opérations de remblaiement de la carrière dans le cadre de sa remise en état ne respectaient pas le phasage d'exploitation prescrit à l'article 8.3.4 des prescriptions annexées à l'arrêté du 27 octobre 2020 susvisé, les terres admises en remblaiement étant plutôt entposées vers le fond du site, au lieu du flanc Est/sud-Est ;

que la société F.C.H. a transmis une demande le 1^{er} mars 2022 susvisée visant à réviser le phasage d'exploitation prescrit à l'article 8.3.4 (et en annexe) des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 27 octobre 2020 susvisé pour le remblayage de la carrière ;

que cette modification du phasage initial s'explique par l'hétérogénéité et la dégradation importante de la qualité physique des matériaux inertes apportés, certains déblais de tunneliers en provenance des travaux du Grand Paris se présentant sous la forme de boue et ne pouvant pas présenter une portance forte après mise en place et compactage par un bulldozer ;

que les camions acheminant les matériaux inertes sur le site de la carrière ne peuvent pas rouler dessus ;

que le remblaiement de la carrière doit être effectué de manière à retrouver la cote initiale des terrains voisins conformément à l'article 8.3.3 et à l'annexe 4 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 27 octobre 2020 susvisé, la limite est du site étant plus élevée que la limite ouest ;

que cette contrainte oblige également l'exploitant à harmoniser le remblaiement de la carrière avant de venir combler les points hauts se situant au sud-est du site ;

que la demande présentée par la société F.C.H. est conforme aux orientations du schéma départemental des carrières approuvé le 27 août 2014 ;

que les conditions d'exploitation, telles que définies par les prescriptions ci-après, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de l'environnement ;

que cette demande de modification des conditions d'exploitation dans le cadre du réaménagement de la carrière entraîne un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation déposé le 17 février 2017 ;

que cette modification n'est pas considérée comme une modification substantielle, et de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 compte tenu des dispositions de l'article R 181-46 du Code de l'environnement ;

qu'il convient, aux termes de l'article L.181-14 du Code de l'environnement, de prendre acte de cette modification par un arrêté de prescriptions complémentaires afin de prévenir les dangers et inconvénients visés à l'article L.511-1 dudit code et actualiser les prescriptions de l'arrêté du 27 octobre 2020 susvisé ;

que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

La société F.C.H., dont le siège social est situé 590, route du Colombier - 76480 Anneville-Ambourville, est tenue de respecter les prescriptions ci-annexées pour l'exploitation de la carrière située sur la commune d'YVILLE-SUR-SEINE aux lieux-dits « La Corne du Cerf » et « Triage de l'Essart ».

Article 2 – Affichage

Une copie du présent arrêté est tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution et est affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation.

Article 3 – Surveillance

La carrière est soumise à la surveillance de l'inspection des installations classées, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

Article 4 – Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre I du Code de l'environnement.

Article 5 – Changement d'exploitation et cessation d'activité

Au cas où la société est amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant présente aux services préfectoraux, une demande d'autorisation sous les formes prévues à l'article R.516-1 du Code de l'environnement susvisé.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration conformément aux articles R.512-39-1 et R.512-39-5 du Code de l'environnement susvisé dans le délai de six mois au moins avant la date de cessation, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

Article 6 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du Code de l'environnement, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de ROUEN :

- 1) par les pétitionnaires, ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où ledit acte lui a été notifié ;
- 2) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dudit acte dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-6 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 7 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à disposition de toute personne intéressée, est affiché en mairie d'Yville-sur-Seine pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire d' Yville-sur-Seine fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitant à la diligence de la société F.C.H.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 8 – Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le maire de la commune d'Yville-sur-Seine, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la société F.C.H.

Fait à ROUEN, le **29 JUIL. 2022**

Pour le préfet, et par délégation,
la secrétaire générale



Béatrice STEFFAN

Prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral

Société F.C.H.

Carrière située à YVILLE-SUR-SEINE aux lieux-dits « La Corne du Cerf » et « Triage de l'Essart »

Article 1 – Phasage des travaux

Les dispositions de l'article 8.3.4 « Phasage des travaux » des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2020 sont annulées et remplacées par le présent article :

« Article 8.3.4. Phasage général des travaux

Le remblaiement progressif de l'excavation par des déchets inertes et la mise en forme des déchets inertes avec raccordement des terrains de la carrière aux terrains voisins (terrain naturel) sont réalisés conformément au plan de phasage ci-après et autres plans de phasage détaillés annexés au présent arrêté [Annexe 2] afin de tenir compte de la qualité physique (parfois mauvaise) des matériaux inertes réceptionnés et de la topographie du site exploité :



Volumes de remblais (R) restant à combler, calculés suite au relevé de Janvier 2022

 Volume restant à combler sur toute la zone : 736 500 m³

En considérant un apport moyen annuel d'environ 150 000 tonnes sur le site de la carrière et une densité de 1,7, les tableaux ci-après détaillent les tonnes à apporter dans chacune des cellules du phasage d'exploitation concernées jusqu'en 2030 :

Tonnes restantes par cellule à la date du relevé de janvier 2022

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1	19 635	42 024	68 442	97 155	99 671	87 346	69 029	49 946	45 033	14 807
2	64 430	76 279	114 852	99 127	52 080	27 515	16 754	9 146	10 234	4 888
3	45 203	45 118	66 003	19 491	1 165	x	x	x	x	x

Tonnes restantes à apporter dans les casiers au 31/12/2022

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1	0	42 024	68 442	97 155	99 671	87 346	69 029	49 946	45 033	14 807
2	21 477	76 279	73 435	99 127	52 080	27 515	16 754	9 146	10 234	4 888
3	45 203	45 118	33 001	6 497	1 165	x	x	x	x	x

Tonnes restantes à apporter dans les casiers au 31/12/2023

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1	0	0	68 442	97 155	99 671	87 346	69 029	49 946	45 033	14 807
2	21 477	16 951	73 435	50 479	52 080	27 515	16 754	9 146	10 234	4 888
3	45 203	45 118	33 001	6 497	1 165	Σ	Σ	Σ	Σ	Σ

Tonnes restantes à apporter dans les casiers au 31/12/2024

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1	0	0	0	97 155	99 671	87 346	69 029	49 946	45 033	14 807
2	0	0	45 372	50 479	52 080	27 515	16 754	9 146	10 234	4 888
3	30 135	45 118	33 001	6 497	1 165	Σ	Σ	Σ	Σ	Σ

Tonnes restantes à apporter dans les casiers au 31/12/2025

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1	0	0	0	0	99 671	87 346	69 029	49 946	45 033	14 807
2	0	0	20 372	22 634	52 080	27 515	16 754	9 146	10 234	4 888
3	30 135	45 118	33 001	6 497	1 165	Σ	Σ	Σ	Σ	Σ

Tonnes restantes à apporter dans les casiers au 31/12/2026

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1	0	0	0	0	0	58 899	69 029	49 946	45 033	14 807
2	0	0	20 372	22 634	30 197	27 515	16 754	9 146	10 234	4 888
3	30 135	45 118	33 001	6 497	1 165	Σ	Σ	Σ	Σ	Σ

Tonnes restantes à apporter dans les casiers au 31/12/2027

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1	0	0	0	0	0	0	0	44 627	45 033	14 807
2	0	0	20 372	22 634	30 197	27 515	0	9 146	10 234	4 888
3	30 135	45 118	33 001	6 497	1 165	Σ	Σ	Σ	Σ	Σ

Tonnes restantes à apporter dans les casiers au 31/12/2028

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1	0	0	0	0	0	0	0	44 627	45 033	14 807
2	0	0	0	1 261	30 197	27 515	0	9 146	10 234	4 888
3	0	0	0	6 497	1 165	Σ	Σ	Σ	Σ	Σ

Tonnes restantes à apporter dans les casiers au 31/12/2029

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1	0	0	0	0	0	0	0	0	25 674	14 807
2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 888
3	0	0	0	0	0	Σ	Σ	Σ	Σ	Σ

Tonnes restantes à apporter dans les casiers au 14/02/2030

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3	0	0	0	0	0	Σ	Σ	Σ	Σ	Σ

Article 2 – Phasage d'exploitation détaillé

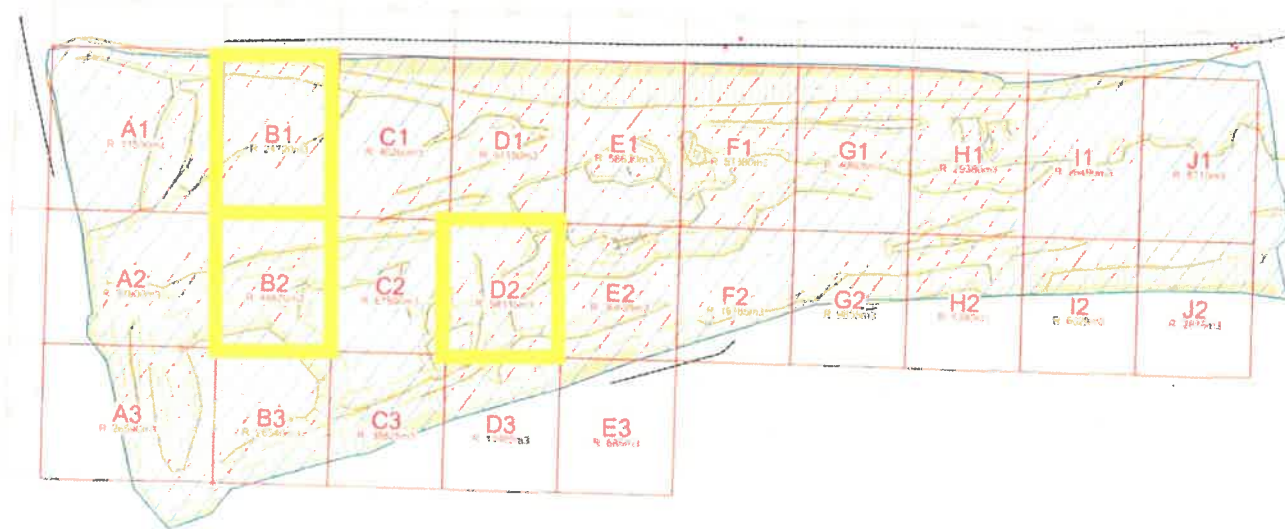
L'annexe 2 « Phasage général d'exploitation » des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2022 est annulée et remplacée par la présente annexe :

« Annexe 2 : Phasage général d'exploitation faisant apparaître les cellules comblées au cours des années

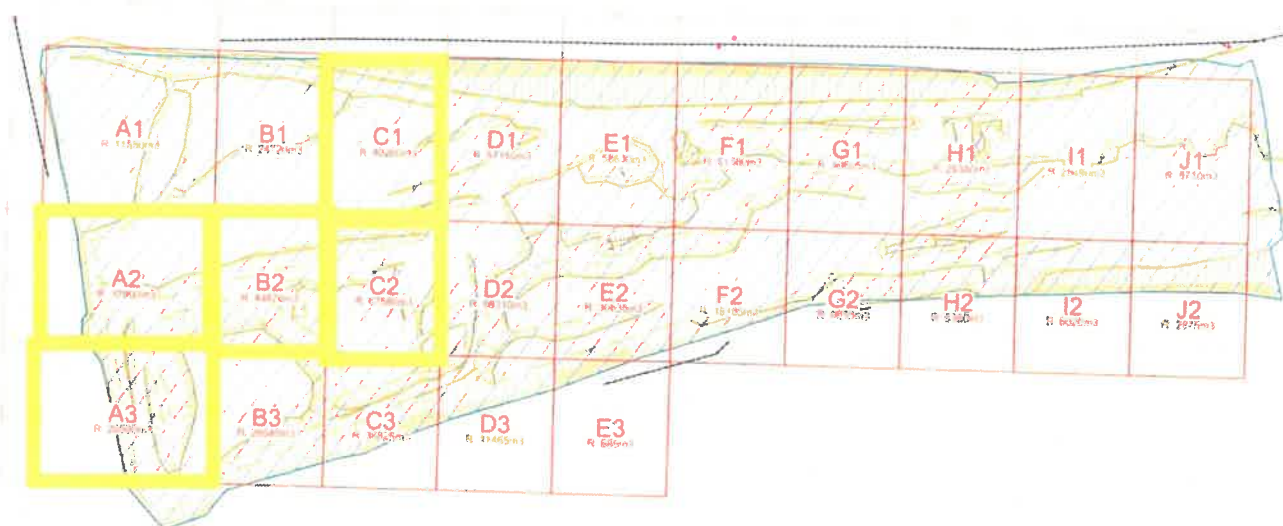
Cellules impactées au cours de l'année 2022



Cellules impactées au cours de l'année 2023



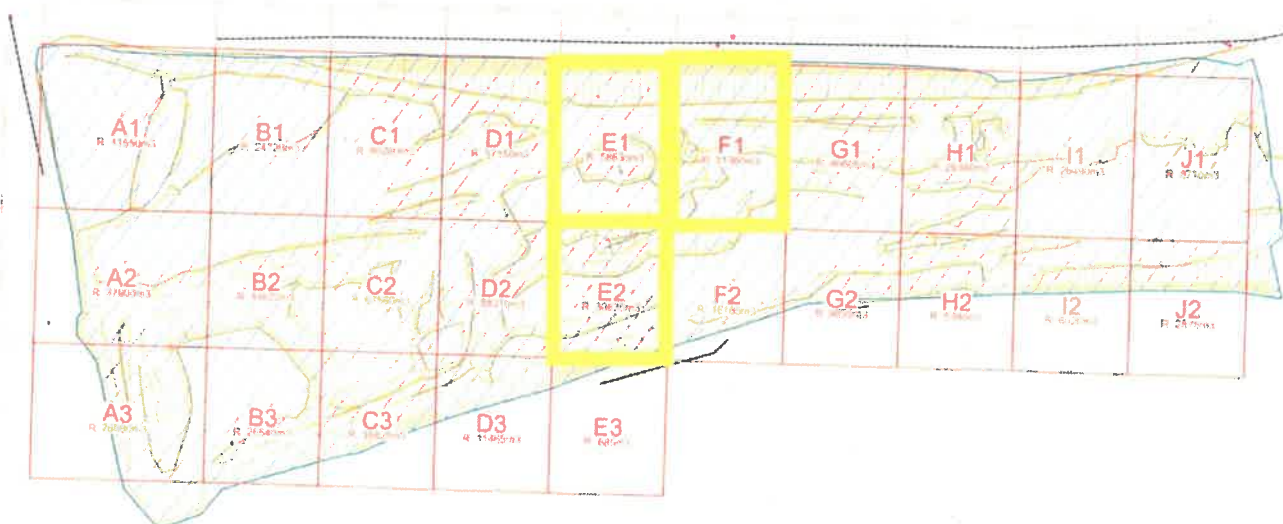
Cellules impactées au cours de l'année 2024



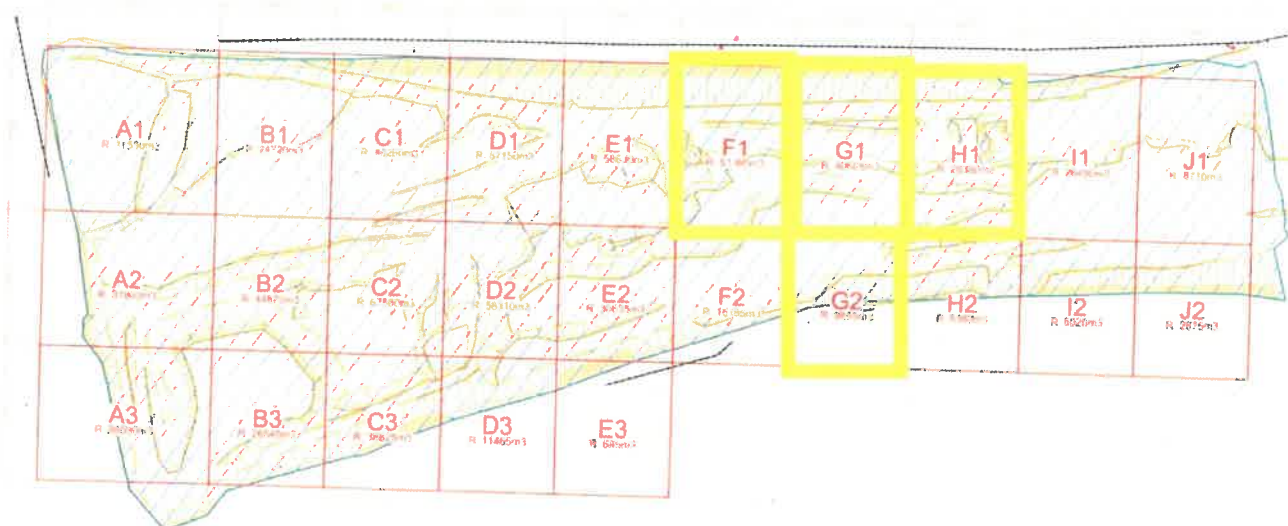
Cellules impactées au cours de l'année 2025



Cellules impactées au cours de l'année 2026



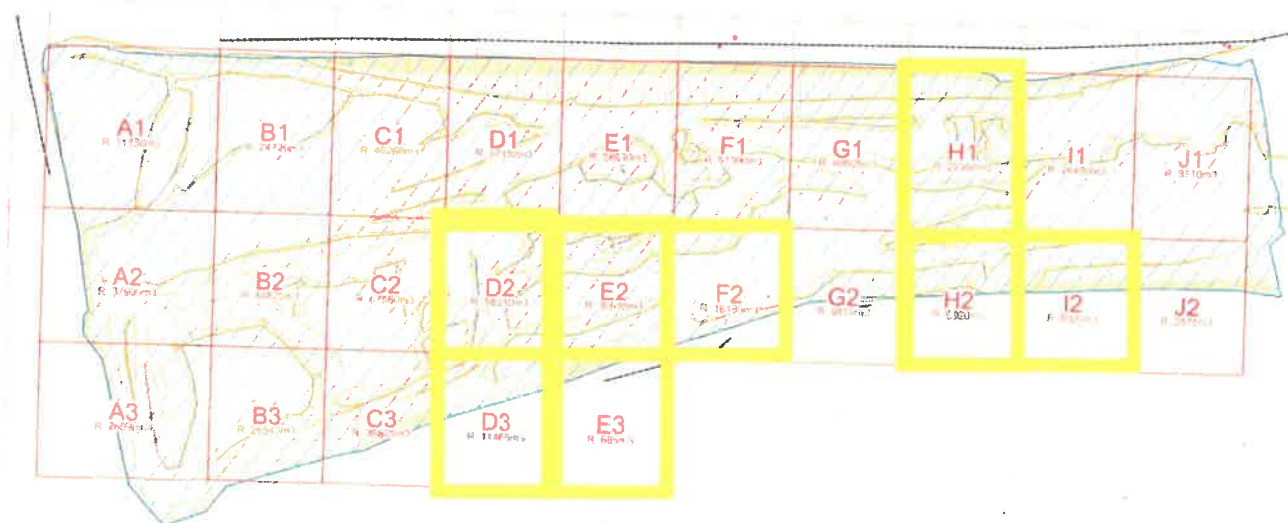
Cellules impactées au cours de l'année 2027



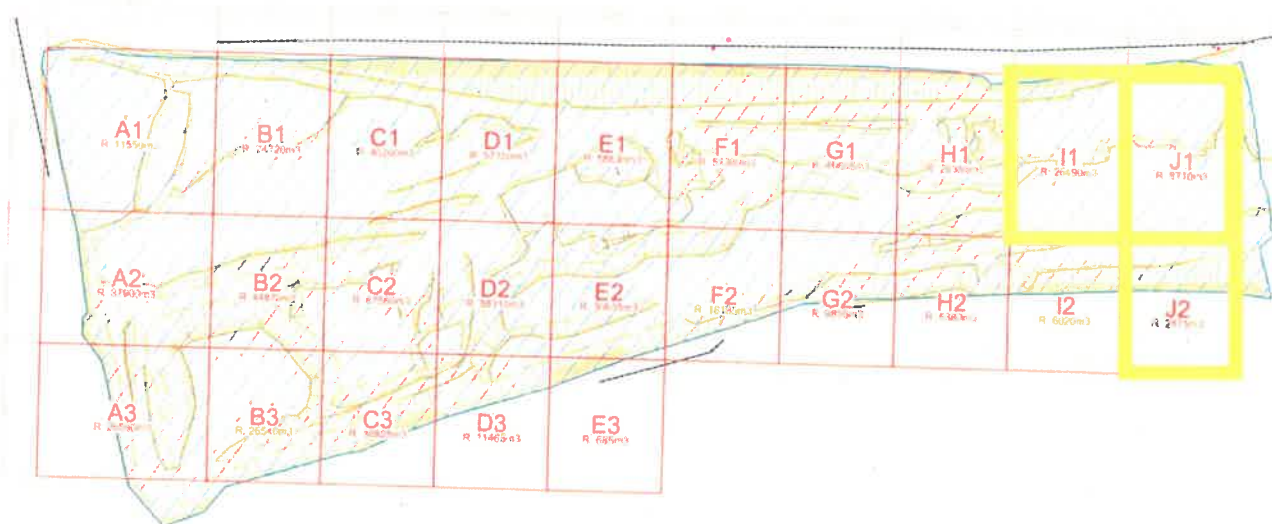
Cellules impactées au cours de l'année 2028



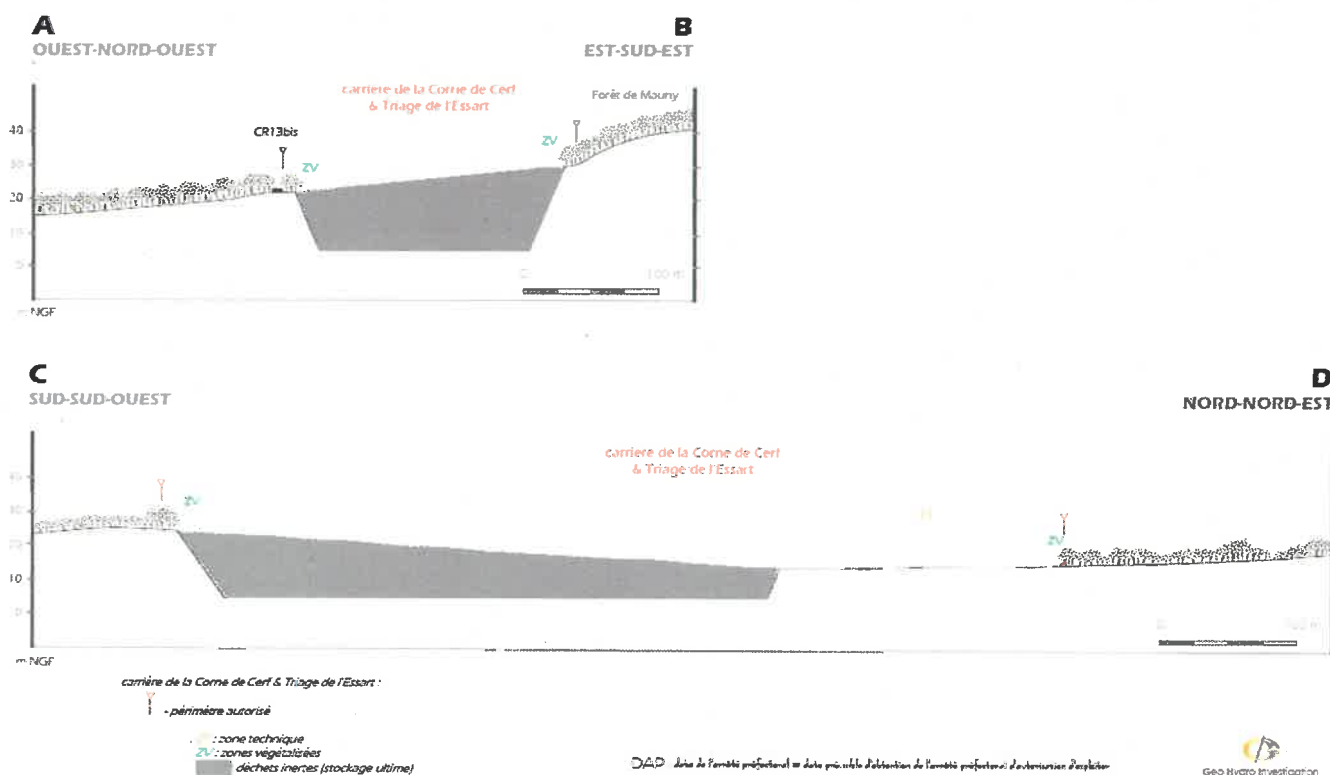
Cellules impactées au cours de l'année 2029



Cellules impactées au cours de l'année 2030



CARRIÈRE DE LA CORNE DE CERF & TRIAGE DE L'ESSART
COUPES TOPOGRAPHIQUES - ETAT PROJETÉ FINAL - DAP+12
(D'APRÈS l'ORDRE AU 1/2500 (PLAN DE 68x100m) - ETAT PROJETÉ FINAL - DAP+12)



DAP : date de l'arrêté préfectoral ou date prévisible d'adoption de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter

GEO HYDRO INVESTIGATION